Note mensuelle au sujet de l'exécution du budget de l'Administration centrale de l'exercice 2013

Situation fin septembre 2013

Cette note comprend les 2 chapitres suivants :

- I) L'exécution du budget de 2013 au sens de la législation sur la comptabilité de l'Etat 1
- II) La situation comptable de l'Administration centrale à la fin du mois de septembre 2013 ... 7

* * *

I) <u>L'EXECUTION DU BUDGET DE 2013 AU SENS DE LA LEGISLATION SUR LA COMPTABILITE DE L'ETAT</u>

a) Les chiffres

D'après les données issues de la comptabilité de l'Etat, la situation budgétaire de l'Etat pour l'exercice 2013 se présente comme suit à la fin du mois de septembre 2013:

	Budget	Situation fi	n septembre
	2013	En valeur	En %* du budget
Budget courant			
Recettes	11.146,0	8.274,4	74%
Dépenses	10.787,0	8.433,5	78%
Excédents	+359,1	-159,2	-
Budget en capital			
Recettes	57,4	2.805,5	-
Dépenses	974,9	759,1	78%
Excédents	-917,5	+2.046,4	-
Budget total			
Recettes	11.203,4	11.079,9	99%
Dépenses	11.761,8	9.192,6	78%
Excédents	-558,4	+1.887,2	-

Note: - Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

Le tableau ci-après présente les résultats des 9 premiers mois de l'année, en l'absence du produit des emprunts émis en 2013 (2.739,6 millions).

⁻ En % du budget voté de 2013; 9 mois = 75%

	Budget	Situation fir	n septembre
	2013	En valeur	En %* du budget
Budget courant			
Recettes	11.146,0	8.274,4	74%
Dépenses	10.787,0	8.433,5	78%
Excédents	+359,1	-159,2	-
Budget en capital			
Recettes	57,4	66,0	115%
Dépenses	974,9	759,1	78%
Excédents	-917,5	-693,2	-
Budget total			
Recettes	11.203,4	8.340,3	74%
Dépenses	11.761,8	9.192,6	78%
Excédents	-558,4	-852,3	-

Note: - Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

Afin de pouvoir s'exprimer en connaissance de cause au sujet des résultats des 9 premiers mois, il s'impose d'analyser ces résultats en tenant compte d'une double correction qui concerne respectivement les versements aux fonds spéciaux et à la sécurité sociale. Cette correction a pour effet de remplacer au titre de ces deux opérations les dépenses effectives par les montants qui résultent de la répartition linéaire sur les 12 mois de l'année des dotations des fonds spéciaux et des versements au profit de la sécurité sociale (voir ci-après).

Cette présentation aboutit à un solde de -127,7 millions, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après:

	Budget	Situation fin	septembre**
	2013	En valeur	En %* du budget
Budget courant			
Recettes	11.146,0	8.274,4	74%
Dépenses	10.789,2	7.898,5	73%
Excédents	+356,9	+375,8	
Budget en capital			
Recettes	57,4	66,0	115%
Dépenses	972,7	569,5	59%
Excédents	-915,3	-503,5	-
Budget total			
Recettes	11.203,4	8.340,3	74%
Dépenses	11.761,8	8.468,0	72%
Excédents	-558,4	-127,7	-

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

Il résulte des chiffres de ce tableau qu'à la fin du mois de septembre 2013, le total des recettes encaissées est inférieur d'un montant de -62,3 millions au montant correspondant à 9/12 du total des recettes du budget voté de ce même exercice. De son côté, le total des dépenses budgétaires est inférieur de -353,4 millions au montant correspondant à 9/12 du total des dépenses du budget voté de 2013.

A toutes fins utiles, il importe d'attirer une fois de plus l'attention sur le fait que les résultats des 9 premiers mois ne permettent pas de tirer des conclusions fiables sur les résultats de l'ensemble de l'année.

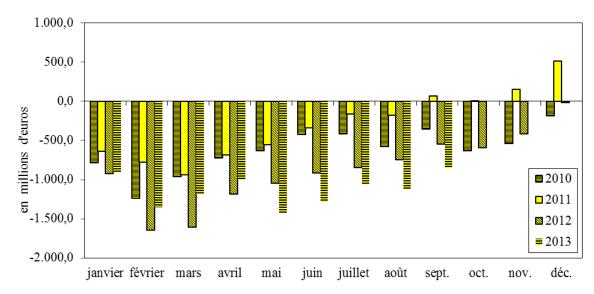
b) L'évolution mensuelle du solde budgétaire à la fin du mois de septembre 2013

- Le graphique ci-après retrace l'évolution du <u>solde comptable mensuel</u> au cours du mois de septembre, y non compris les recettes d'emprunts:

⁻ En % du budget voté de 2013; 9 mois = 75%

^{*} par rapport au budget voté de 2013

^{**} version corrigée



Le tableau ci-après présente l'évolution de ce solde comptable à la fin du mois de septembre de chacun des exercices 2006 à 2013:

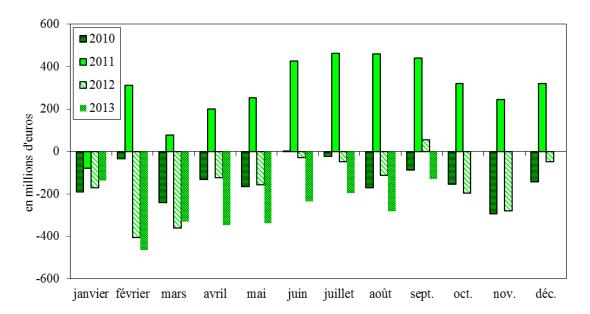
	Fin septembre									
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013		
Budget total										
Recettes	6.423,2	6.505,9	6.711,5	6.565,0	6.932,6	7.867,6	7.942,1	8.340,3		
Variation	+33,0%	+1,3%	+3,2%	-2,2%	+5,6%	+13,5%	+0,9%	+5,0%		
Dépenses	5.360,5	5.781,0	6.463,3	7.088,8	7.288,9	7.795,1	8.486,8	9.192,6		
Variation	+4,5%	+7,8%	+11,8%	+9,7%	+2,8%	+6,9%	+8,9%	+8,3%		
Excédents	1.062,6	724,9	248,3	-523,7	-356,2	72,5	-544,7	-852,3		

Note : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

c) L'évolution mensuelle du solde budgétaire « corrigé »

Si l'on tient compte des 2 corrections précitées (fonds spéciaux et transferts à la sécurité sociale), le « solde mensuel corrigé » a évolué comme suit au cours du mois de septembre des années 2006 à 2013.

Evolution du solde mensuel « corrigé » (dotation linéaire des fonds spéciaux et des versements à la sécurité sociale)



Evolution du solde budgétaire « corrigé »

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Janvier	87,4	-66,2	-5,6	-194,8	-189,4	-77,7	-171,5	-136,1
Février	179,8	208,7	151,3	29,8	-33,5	311,5	-403,2	-463,9
Mars	96,6	136,0	113,8	-150,8	-240,5	76,7	-358,7	-328,9
Avril	181,4	356,1	178,5	-174,4	-131,0	201,0	-123,4	-344,9
Mai	206,5	310,4	186,3	-219,7	-163,6	253,8	-155,8	-338,8
Juin	530,5	511,3	377,2	-110,4	2,4	426,3	-27,7	-235,7
Juillet	593,1	616,2	371,5	-60,8	-20,8	462,7	-47,2	-194,3
Août	1018,5	581,9	335,6	-264,5	-170,4	459,2	-112,5	-280,5
Septembre	1066,9	744,0	454,8	-142,4	-86,7	440,8	56,0	-127,7

Note : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

d) L'évolution cumulée des recettes et des dépenses budgétaires à la fin du mois de septembre

- L'évolution des recettes

Ainsi qu'il ressort du tableau ci-après le total des recettes de l'Etat est passé de 7.942 millions à 8.340 millions entre fin septembre 2012 et fin septembre 2013 (+5,0%).

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2013/ 2012
Janvier	743	718	780	785	737	892	897	1.046	+16,6%
Février	363	514	520	536	549	816	630	667	+5,9%
Mars	846	930	994	930	1.025	1.014	963	1.047	+8,8%
Avril	673	864	764	669	866	926	1.114	943	-15,4%
Mai	597	557	647	639	685	846	774	893	+15,4%
Juin	902	820	873	805	910	985	1.011	964	-4,6%
Juillet	682	764	719	800	777	844	878	1.020	16,2%
Août	979	565	608	596	535	624	708	746	+5,3%
Septembre	639	774	807	807	848	921	967	1.014	+4,8%
Total	6.423	6.506	6.711	6.565	6.933	7.868	7.942	8.340	+5,0%

Note : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

Il ressort également de ce tableau que le montant total des recettes nettes qui ont été encaissées au cours des 9 premiers mois de l'exercice 2013 s'élève à 8.340 millions, soit à 74 % du total des recettes du budget voté.

Par rapport à l'hypothèse d'une perception linéaire des recettes, à raison de 9/12 par mois, le total des recettes nettes présente dès lors une moins-value de (74,4-75,0=) -0,6 % ou de -62,3 millions par rapport aux prévisions du budget voté pour 2013.

Ceci étant, il ressort du tableau ci-après que par rapport à la période correspondante de l'année 2012, le total des recettes figurant au budget de l'Etat a augmenté de (7.942,1 mio – 8.340,3 mio =) +398,2 millions ou de 5%.

Les encaissements les plus significatifs se présentent comme suit:

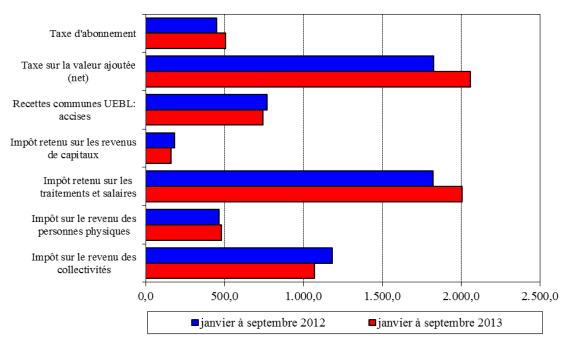
	Budget	Sit	uation fin s	septembre	
Libellé	voté	2012	2013	Variation	%
	2013		2012 2013		encaissé*
Recettes courantes et en capital					
Impôt sur le revenu des collectivités	1.560,0	1.184,9	1.072,4	-9,5%	69%
Produit de l'impôt de solidarité/collectivités	117,4	47,8	57,3	19,9%	49%
Impôt sur le revenu des personnes physiques	690,0	465,5	482,0	3,5%	70%
Impôt retenu sur les traitements et salaires	2.660,0	1.823,3	2.005,7	10,0%	75%
Produit de l'impôt de solidarité/personnes physiques	259,9	87,6	168,2	92,0%	65%
Impôt retenu sur les revenus de capitaux	230,0	182,1	162,4	-10,8%	71%
Impôt sur la fortune	275,0	205,0	200,3	-2,3%	73%
Recettes communes UEBL: accises	965,0	770,3	744,1	-3,4%	77%
Droits d'accises autonomes: huiles minérales	225,0	146,9	146,3	-0,5%	65%
Droits d'accises autonomes: cigarettes	85,0	63,0	64,5	2,4%	76%
Taxe sur les véhicules automoteurs	28,0	19,1	21,0	9,9%	75%
Taxe sur la valeur ajoutée	2.644,7	1.826,4	2.061,6	12,9%	78%

	Budget	Sit	uation fin s	septembre	
Libellé	voté 2013	2012	2013	Variation 2012-2013	% encaissé*
Taxe d'abonnement	600,0	451,9	506,5	12,1%	84%
Droits d'enregistrement	158,0	105,4	113,9	8,1%	72%
Droits de succession	47,0	45,4	58,2	28,3%	124%
Recettes d'emprunts	0,0	546,3	2.739,6	401,5%	-
Autres recettes	658,4	517,5	475,9	-8,0%	72%
Recettes totales	11.203,4	8.488,4	11.079,9	30,5%	98,9%
Recettes totales (hors recettes d'emprunts)	11.203,4	7.942,1	8.340,3	5,0%	74,4%

Note : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

Le graphique ci-après illustre cette même évolution.

Evolution des principales recettes encaissées fin septembre 2012 et 2013



- L'évolution des dépenses:

a) Le tableau ci-après résume tout d'abord l'évolution du total des dépenses de l'Etat au cours des 9 premiers mois des années 2007 à 2013.

Evolution des dépenses de l'Etat

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Janvier	1.327	1.479	1.561	1.518	1.531	1.816	1.949
Février	448	615	678	1.007	954	1.353	1.118
Mars	568	603	980	747	1.175	925	874
Avril	556	571	542	626	668	692	758
Mai	539	830	532	596	717	633	1.317
Juin	582	622	675	702	773	884	831
Juillet	1.148	577	195	353	664	809	797
Août	9	513	1.245	1.114	644	606	806
Septembre	605	654	681	626	668	767	743
Total	5.781	6.463	7.089	7.289	7.795	8.487	9.193

b) Il ressort des tableaux ci-avant qu'à la fin du mois de septembre 2013, **les dépenses totales non corrigées** se sont élevées à 9.193 millions d'euros, soit à 78 % du total des dépenses du budget voté de 2013.

Une analyse plus détaillée du total de ces dépenses indique que les **transferts de revenus à la sécurité sociale** et les participations de l'Etat pour le financement de prestations familiales se chiffrent au total à 3.107,9 millions fin septembre 2013. Pour l'ensemble de la période sous revue, les transferts à la sécurité sociale représentent 84,5 % du montant correspondant inscrit au budget voté de 2013.

^{*} par rapport au budget voté pour 2013

Un autre poste de dépenses très important est constitué par les **dotations au profit des fonds spéciaux**. A la fin du mois de septembre 2013, le total des dotations aux fonds spéciaux s'est élevé à 2.222,3 millions c'est-à-dire à 89,9 % du total des dotations figurant au budget voté de l'exercice 2013.

Le montant total des versements qui ont été alloués aux fonds spéciaux est dès lors supérieur de (90,17% - 75,00%=) 15,17 % ou 373,9 millions au montant résultant d'une répartition proportionnelle des dotations sur l'ensemble des mois de 2013.

c) Corrigée des deux éléments « exceptionnels » dont question ci-avant (fonds spéciaux et sécurité sociale) l'évolution du total des dépenses se présente comme suit au titre des 9 premiers mois de l'année:

Evolution des dépenses budgétaires mensuelles « corrigées »

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Janvier	655,2	784,1	785,3	979,4	926,1	969,3	1.068,6	1.182,2
Février	618,1	596,0	754,6	723,6	816,2	874,8	861,5	995,1
Mars	582,2	645,7	639,9	693,7	808,8	800,9	918,0	911,7
Avril	588,2	644,1	699,1	696,3	756,5	801,4	878,8	958,9
Mai	572,2	603,2	639,4	683,8	716,6	793,7	806,6	886,9
Juin	577,5	619,2	682,0	696,0	745,3	812,6	882,8	861,3
Juillet	619,1	658,7	724,7	750,4	800,4	808,0	897,9	978,9
Août	553,4	599,1	643,9	799,6	684,8	627,2	773,1	831,8
Septembre	590,2	612,0	687,8	684,5	764,7	939,0	798,7	861,1
Total	5.356,2	5.762,0	6.256,8	6.707,4	7.019,3	7.426,8	7.886,1	8.468,0

Note : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

* * *

II) <u>LA SITUATION COMPTABLE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE A LA FIN DU</u> <u>MOIS DE SEPTEMBRE 2013</u>

1. Rappel des prévisions au sujet du solde de l'Administration centrale

Afin de pouvoir s'exprimer en connaissance de cause au sujet de l'évolution budgétaire de l'Administration centrale à la fin du mois de septembre 2013, il peut être utile de rappeler brièvement **les prévisions** qui ont été réalisées depuis le mois d'octobre 2012 au sujet de l'évolution prévisible du solde de l'Administration publique de l'exercice 2013.

	Projet octobre 2012	Projet amendé novembre 2012	Notification mars 2013	Programme de stabilité avril 2013	Estimations au 7 novembre 2013
- En % du PIB :					
Administration publique	-1,5%	-0,8%	-0,7%	-0,7%	-0,2%
Administration centrale	-2,8%	-2,3%	-2,2%	-2,2%	-1,8%
Administrations locales	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sécurité sociale	1,3%	1,4%	1,5%	1,5%	1,6%
- <u>En millions</u> :					
Administration publique	-684,5	-382,9	-341,1	-341,1	-96,1
Administration centrale	-1.292,9	-1.041,3	-1.025,5	-1.025,5	-814,5
Administrations locales	11,2	11,2	-2,0	-2,0	-6,2
Sécurité sociale	597,2	647,2	686,8	686,8	724,6

2. L'évolution du solde de l'Administration centrale entre 2012 et 2013

a) D'après les données issues de la comptabilité de l'Etat et des données qui ont été communiquées à l'Inspection par les services de l'Etat à gestion séparée et par les établissements publics, la situation comptable de l'Administration centrale se présente globalement comme suit à la fin du mois de septembre 2013.

		Situation mensuelle								9 mois
	Janvier	Février	Mars	Avril	M ai	Juin	Juillet	Août	Sept.	2012
Recettes	1.181,9	786,6	1.195,3	1.051,3	1.008,4	1.144,6	1.183,2	883,8	1.196,9	9.632,2
Dépenses	1.596,9	1.111,5	1.099,2	966,7	984,8	1.203,6	1.038,0	1.066,4	1.072,2	10.139,3
Solde										
en millions	-415,0	-324,9	96,1	84,6	23,6	-58,9	145,3	-182,6	124,7	-507,1
en % du PIB	-0,9%	-0,7%	0,2%	0,2%	0,1%	-0,1%	0,3%	-0,4%	0,3%	-1,1%

b) Le tableau ci-après présente l'évolution des grandes rubriques de dépenses et de recettes de l'Administration centrale entre 2011 et 2013.

	Situation fin septembre				
	2012	2013	variation		
	2012	2013	en mio	en %	
<u>Dépenses</u>					
1. Consommation intermédiaire	672,7	685,8	+ 13,2	+2,0%	
2. Formation de capital	630,8	571,0	- 59,8	-9,5%	
3. Rémunération des salariés	1.867,3	1.970,9	+ 103,6	+5,5%	
4. Subventions (Services publics d'autobus,					
logement)	482,3	504,2	+ 21,9	+4,6%	
5. Revenus de la propriété (intérêts débiteurs)	24,3	96,9	+ 72,6	+299,0%	
6. Prestations sociales autres qu'en nature					
(Chômage, RMG)	884,9	921,4	+ 36,5	+4,1%	
7. Prestations sociales en nature	27,5	36,8	+ 9,3	+33,6%	
8. Autres transferts courants (Pensions, Maladie,					
Allocat. familiales)	3.006,6	3.146,7	+140,1	+4,7%	
9. Transferts de revenus aux communes	725,2	713,7	- 11,5	-1,6%	
10. Autres transferts de revenus (U.E., étranger)	1.007,5	1.130,3	+ 122,8	+12,2%	
11. Transferts en capital	381,8	370,2	- 11,6	-3,0%	
		·			

	Situation fin septembre				
	2012	2013	variation		
	2012	2013	en mio	en %	
12. Corrections sur actifs non financiers non					
produits	1,5	-8,5	- 10,0	-664,3%	
Dépenses totales	9.712,3	10.139,3	+ 426,9	+4,4%	
Recettes					
13. Production marchande	62,2	61,1	- 1,2	-1,9%	
14. Paiements au titre de l'autre production non					
marchande	165,6	163,6	- 2,0	-1,2%	
15. Impôts sur la production et les importations	4.023,8	4.279,5	+ 255,7	+6,4%	
16. Revenus de la propriété	304,6	260,5	- 44,1	-14,5%	
17. Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	4.111,6	4.253,8	+ 142,1	+3,5%	
18. Cotisations sociales	379,1	388,2	+ 9,2	+2,4%	
19. Autres transferts courants - transferts à la					
sécurité sociale	21,3	23,8	+ 2,5	+11,8%	
20. Autres transferts courants - transferts aux					
communes	81,6	93,9	+ 12,4	+15,1%	
21. Autres transferts courants – autres	29,0	35,8	+ 6,8	+23,3%	
22. Transferts en capital à recevoir	62,3	72,2	+ 9,9	+15,8%	
Recettes totales	9.241,1	9.632,2	+ 391,1	+4,2%	
Solde	-471,3	-507,1	-	=	

Ainsi qu'il ressort de ce tableau la détérioration du solde de l'Administration centrale à la fin du mois de septembre 2013 par rapport à la même période de 2012 de -35,8 millions s'explique d'un côté par des dépenses plus importantes en 2013 (+426,9 millions) mais aussi par des recettes essentiellement plus importantes de (+391,1 millions).

c) L'évolution des recettes

Le détail de cette évolution du total des recettes entre 2011 et 2013 de présente comme suit:

	Situation fin septembre			
	2012	2013	Varia	ation
	2012	2013	en mio	en %
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	4.111,6	4.253,8	+ 142,1	+3,5%
dont:				
Impôt sur le revenu des collectivités	1184,9	1072,4	- 112,5	-9,5%
Produit de l'impôt de solidarité/collectivités	47,8	57,3	+ 9,5	+19,9%
Impôt sur le revenu des personnes physiques	465,5	482,0	+ 16,5	+3,5%
Impôt retenu sur les traitements et salaires	1823,3	2005,7	+ 182,4	+10,0%
Produit de l'impôt de solidarité/personnes physiques	87,6	168,2	+ 80,6	+92,0%
Impôt retenu sur les revenus de capitaux	182,1	162,4	- 19,7	-10,8%
Impôt sur la fortune	205,0	200,3	- 4,7	-2,3%
Autres recettes courantes sur le revenu	115,5	105,4	- 10,1	-8,7%
Total	4.111,6	4.253,8	+ 142,1	+3,5%
Impôts sur la production et les importations	4.023,8	4.279,5	+ 255,7	+6,4%
dont:				
Recettes communes UEBL: accises	770,3	744,1	- 26,2	-3,4%
Droits d'accises autonomes: huiles minérales	146,9	146,3	- 0,7	-0,5%
Droits d'accises autonomes: cigarettes		64,5	+ 1,5	,
Taxe sur les véhicules automoteurs	19,1	21,0	+ 1,9	+9,9%
Taxe sur la valeur ajoutée	1826,4	2061,6	+ 235,2	+12,9%
Taxe d'abonnement	451,9	506,5	+ 54,6	+12,1%

	Situation fin septembre			
	2012 2013 Variation			ation
	2012	2015	en mio	en %
Droits d'enregistrement	105,4	113,9	+ 8,5	+8,1%
Produit de la contribution sociale sur les carburants	100,7	94,0	- 6,7	-6,7%
Produit de la contribution spéciale sur les carburants	48,5	45,9	- 2,6	-5,4%
Autres Impôts sur la production	491,5	481,7	- 9,7	-2,0%
Total	4.023,8	4.279,5	+ 255,7	+6,4%
Autres recettes	1.105,6	1.099,0	- 6,7	-0,6%
Total des recettes	9.241,1	9.632,2	+ 391,1	+4,2%

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

d) L'évolution des dépenses

Pour ce qui est de la progression de +426,9 millions des dépenses de l'Administration centrale entre 2012 et 2013 il ressort du tableau ci-après que cette évolution est pour l'essentiel imputable aux rubriques « Autres transferts courants », « Rémunérations » et « Prestations sociales ».

Le tableau ci-après fournit le détail de l'évolution du total des dépenses de ces rubriques entre 2012 et 2013:

	Situation fin septembre			
	2012	2012	variation	2012-2013
	2012	2013	en mio	en %
- Consommation intermédiaire				
dont:				
Budget	299,8	255,4	- 44,4	-14,8%
Fonds du rail	99,0	104,0	+ 5,1	+5,1%
Services de l'Etat à gestion séparée	56,6	86,3	+ 29,7	+52,5%
Etablissements publics	110,8	137,4	+ 26,7	+24,1%
Institutions de l'Etat	10,4	11,0	+ 0,6	+5,8%
Total	672,7	685,8	+ 13,2	+2,0%
- Investissement direct				
dont:				
Budget	43,6	32,3	- 11,3	-25,9%
Fonds du rail	131,0	137,7	+ 6,7	+5,1%
Fonds investissements publ. admin	66,3	54,7	- 11,5	-17,4%
Fonds investissements publ. scolaires	50,0	32,0	- 18,1	-36,1%
Fonds des routes	97,1	91,5	- 5,6	-5,8%
Fonds d'équipement militaire	9,4	8,1	- 1,2	-13,3%
Services de l'Etat à gestion séparée	9,0	10,0	+ 1,1	+11,9%
Etablissements publics	129,0	158,5	+ 29,4	+22,8%
Institutions de l'Etat	0,6	0,7	+0,1	+23,1%
Nouvelles règles en matière de comptabilisation des projets PPP/ Autres	4,2	-20,4	- 24,6	-583,8%
Total	630,8	571,0	- 59,8	-9,5%
- Rémunération des salariés				
dont:				
Budget (échelle mobile, assurance	1 395,0	1 461,9	+ 66,9	+4,8%
accident, glissement)				
Fonds des pensions	283,0	294,4	+ 11,4	+4,0%
Services de l'Etat à gestion séparée	0,1	0,1	+ 0,1	+83,2%
Etablissements publics	190,4	215,2	+ 24,8	+13,0%
Institutions de l'Etat	22,6	22,0	- 0,5	-2,4%
Total	1 867,3	1 970,9	+ 103,6	+5,5%

	Situation fin septembre			
	2012	2013	variation	2012-2013
	2012	2013	en mio	en %
- Prestations sociales (Chômage, RMG)				
dont:				
Budget (bénéficiaires RMG)	242,7	237,4	- 5,3	-2,2%
Pensions	390,5	406,3	+ 15,8	+4,0%
Fonds pour l'emploi	283,9	309,1	+ 25,2	+8,9%
Total	884,9	921,4	+ 36,5	+4,1%
- Autres transferts courants (sécurité				
sociale, communes)				
dont:				
Budget	3 751,6	3 970,7	+ 219,1	+5,8%
Transferts à la sécurité sociale (Ass.	2 971,6	3 107,9	+ 136,4	+4,6%
pension, Ass. maladie, Alloc. fam.)				
Transferts aux communes	116,8	87,6	- 29,3	-25,1%
Autres transferts de revenus (U.E.,	663,2	775,2	+ 112,0	+16,9%
étranger, ménages, asbl.)				
Fonds communal de la dotation	602,1	619,3	+ 17,2	+2,9%
financière (transferts aux communes)				
Total	4 739,3	4 990,6	+ 251,4	+5,3%
- Autres dépenses	917,4	999,5	+ 82,1	+9,0%
Total des dépenses	9 712,3	10 139,3	+ 426,9	+4,4%

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

Au vu de ce tableau il s'impose de relever tout d'abord qu'il n'est pas possible de tirer de ces chiffres des conclusions définitives au sujet de l'évolution de ces catégories de dépenses au titre de l'ensemble de l'année 2013. Des dépenses importantes seront encore effectuées au cours de la période budgétaire complémentaire qui s'achève le 29 avril 2014.